LE SOMMET SUR LES ARCHIVES AU CANADA, 17 JANVIER 2014

Les archives canadiennes sont à la base des études canadiennes, et le développement des études canadiennes dépendra dans une large mesure du développement satisfaisant des ressources archivistiques canadiennes.
Se connaitre : Le rapport de la Commission sur les études canadiennes
Dr T.H.B. Symons, 1975 – Vol. II, page 82

Les services que les archives canadiennes fournissent à nos citoyens subissent de fortes pressions. Ils sont fragiles et, dans certains cas, appelés à disparaître. Les documents sélectionnés et conservés par des générations d'archivistes sont en demande plus que jamais. L'histoire est vivante : la Commission de vérité et réconciliation du Canada qui examine le système des pensionnats, les excuses officielles pour les injustices du passé pour les Canadiens d'origines japonaise, chinoise et ukrainienne, la souveraineté dans l'Arctique, les revendications territoriales, les commémorations militaires, les changements environnementaux, et les différends frontaliers reposent *tous* sur l'intégrité du document historique. Les valeurs morales et culturelles fondamentales du document, à la fois officielles et personnelles, sont démontrées tous les jours.

La révolution numérique, transformant les systèmes de tenue de dossiers dans toute la société, ajoute une nouvelle complexité à la tâche d'archivage. Identifier, obtenir et conserver des documents électroniques dans des formats qui changent rapidement, tout en conservant leur valeur essentielle comme preuve légale, est un immense défi technologique. Les archivistes ont acquis de nouvelles compétences, appuient les programmes d'études supérieures en archivistique, et font progresser la recherche sur les normes et les solutions. Il existe des solutions, bien sûr, mais celles-ci sont coûteuses et rarement prises en compte dans le coût des nouveaux systèmes. La touche Supprimer est omniprésente. En cette ère numérique, les gouvernements, les institutions, les sociétés et les familles sont en danger de perdre leur mémoire.

Pour relever les différents défis auxquels font face les services d'archives, l'Association canadienne des archivistes, l'Association des archivistes du Québec et le Conseil canadien des archives ont organisé le Sommet sur les archives au Canada. Cet événement a eu lieu à la Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto, et simultanément dans plus de 30 endroits à travers le pays. On a demandé à des leadeurs clés de préparer des documents d'information pour éclairer le débat. De plus, 16 collègues et alliés ont joué le rôle d'« agents provocateurs » qui ont présenté de nouvelles idées et perspectives dans une série de présentations d'une durée de sept minutes. Durant l'après-midi, les participants aux niveaux local et national se sont réunis à des tables de discussion pour évaluer la faisabilité de solutions innovantes.

L'objectif était clair : faire en sorte que le patrimoine documentaire du Canada continue :

- de croître systématiquement en utilisant tous les médias afin de documenter l'expérience canadienne dans toute sa complexité et diversité ;
- de maintenir l'intégrité du document du Canada comme preuve légale valable, en tant que base pour des études dans de nombreuses disciplines, et comme moyen « de nous connaître » ;
- d'être disponible pour tous ceux qui sont intéressés par celui-ci maintenant et pour ceux des générations à venir.

Le Sommet visait aussi à faire progresser la reconnaissance publique de notre patrimoine documentaire comme une source de connaissances durable accessible à tous, contribuant ainsi à l'épanouissement culturel, social et économique du Canada en tant que société libre et démocratique.

Cette publication met à disposition la série de documents d'information ainsi que quelques-unes des présentations rapides du Sommet. Nous vous invitons à commenter sur le site Web continu du Sommet : archivists.ca/content/canadian-archives-summit.

Terry Cook, MSRC, philosophe archivistique canadien, a élaboré une ambition réaliste et difficile :

« Il s'agit de lancer un processus, d'intéresser suffisamment de gens de manière profonde afin de répondre à ces questions ; d'identifier ce qui a été négligé et de construire une vision de la communauté qui soit réalisable sur une génération… Le processus sera long et douloureux, mais nécessaire, si un consensus fort doit être construit pour le soutenir ».

Nous invitons tous les Canadiens à s'impliquer dans ce processus. La mémoire enregistrée du Canada ne mérite rien de moins.

Ian E. Wilson